

1056



→ DERS

## PREFECTURE DES BOUCHES DU RHONE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DU CADRE DE VIE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
Bd Paul Peytral 13282 Marseille cedex 20  
☎ 04.91.15.60.00 ☎ 04.91.15.61.67

Marseille, le **30 JAN. 2008**

Dossier suivi par : Mme CONSOLE  
☎ 04.91.15.69.32  
✉ [muriel.console@bouches-du-rhone.pref.gouv.fr](mailto:muriel.console@bouches-du-rhone.pref.gouv.fr)

N° 2007-136-A

**ARRETE**  
portant prescriptions complémentaires  
fixant des valeurs limites d'émissions atmosphériques  
de composés organiques volatils non méthaniques  
de la Société TOTAL France  
située à CHATEAUNEUF LES MARTIGUES

---

**LE PREFET DE LA REGION  
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR  
PREFET DES BOUCHES DU RHONE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le Code de l'Environnement, et notamment le Titre 1 du Livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

Vu le décret n° 2004-832 du 19 août 2004 modifié relatif au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation, et notamment son article 27.7.a

Vu les arrêtés préfectoraux autorisation et réglementant l'exploitation d'ICPE visées par le décret susvisé par la société TOTAL France dans son établissement sis à CHATEAUNEUF LES MARTIGUES La Mède

Vu le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, inspecteur des ICPE, du 11 septembre 2007

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) du 11 octobre 2007

Considérant que l'inspecteur des ICPE a constaté que le flux de COV émis par l'établissement TOTAL France de CHATEAUNEUF LES MARTIGUES dépasse de façon significative le seuil des 2 kg/h fixé par l'arrêté ministériel susvisé

Considérant que les ICPE soumises à autorisation doivent être exploitées dans le strict respect des dispositions dudit arrêté

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture

.../...

# ARRETE

## ARTICLE 1

La société TOTAL France, dont le siège social est 24 cours Michelet – 92800 PUTEAUX, qui exploite un ensemble d'ICPE visées par le décret du 19 août 2004 modifié dans son établissement dit « Raffinerie de Provence » situé à La Mède – 13220 CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES est tenue de respecter les dispositions décrites dans le présent arrêté.

Dans le présent arrêté, on entend par "composé organique volatil" (COV) tout composé organique, à l'exclusion du méthane, ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa, ou plus, à une température de 293,15 Kelvin ou ayant une volatilité correspondante dans des conditions d'utilisation particulières.

Dans le cadre du raffinage, cette définition s'applique aux coupes allant du gaz de chauffe au kérosène inclus. L'hydrogène est exclu de cette définition.

Dans le présent arrêté, on désigne par :

- Emissions canalisées : on considère comme canalisées les émissions continues et raccordées à une cheminée. Les réseaux de torches ne sont pas considérés dans cette catégorie.
- Emissions diffuses fugitives : les émissions provenant de fuites au niveau des brides de connexion ou des différents équipements (pompes, vannes, compresseurs etc...).
- Emissions diffuses non fugitives : les émissions provenant du transfert de COV à l'air libre (bassins API/CPI, station d'épuration, torches, etc...) ou des bacs de stockage non raccordés, postes de chargement/déchargement non raccordés à une installation de traitement.
- Emissions diffuses : elles sont la somme des émissions fugitives et non fugitives.

## ARTICLE 2 – Concentration limite sur des émissions canalisées

La valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des COV est de 110 mg/Nm<sup>3</sup> (sur gaz sec, ramené à 3% d'oxygène) sur chaque rejet canalisé de l'établissement.

## ARTICLE 3 – Valeur limite annuelle des émissions diffuses

3.1 - Les valeurs limites d'émissions diffuses non fugitives de COV pour l'ensemble de l'établissement sont les suivantes :

Types d'émissions	Valeurs limites annuelles*	Années
Diffuses non fugitives	710 t	2007 à 2009
	680 t	2010 et années suivantes

\*Ces valeurs sont applicables lorsque l'exploitant calcule ses émissions atmosphériques en COV conformément aux méthodes exposées dans son document intitulé "Plan de réduction des émissions de COV" du 6 août 2007 (en particulier lorsque les émissions des bacs sont calculées au moyen de l'arrêté ministériel du 4 septembre 1986 relatif à la réduction des émissions atmosphériques d'hydrocarbures provenant des activités de stockage), et à la définition des produits émetteurs considérés dans ce même document.

3.2 - Tout changement de méthodes, de paramètres ou de définition pouvant impacter sur la quantification des émissions devra être notifié à l'inspecteur des Installations Classées.

#### **ARTICLE 4**

L'exploitant améliorera la connaissance et la quantification de ses émissions atmosphériques en COV, en tenant compte des méthodologies récentes et approuvées, comme celle présentée dans le guide méthodologique du CONCAWE pour l'évaluation des émissions atmosphériques des raffineries (report n°9/05) joint à la circulaire du 26 juillet 2006.

Fin juin 2008 au plus tard, l'exploitant informe l'Inspection des Installations Classées de ces réévaluations.

#### **ARTICLE 5**

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 Livre V Titre 1<sup>er</sup> Chapitre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

#### **ARTICLE 6**

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 Livre V Titre 1<sup>er</sup> Chapitre IV du Code de l'Environnement, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

#### **ARTICLE 7**

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

#### **ARTICLE 8**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 9**

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, le Sous-Préfet d'Istres, le Maire de Châteauneuf-Les-Martigues, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, le Directeur Régional de l'Environnement, le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Equipeement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, et toutes autorités de Police et de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié et un extrait affiché conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du Code de l'Environnement.

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Didier MARTIN

